La nouvelle crise boursière liée aux crises des dettes européennes et étatsunienne agite le spectre d'une nouvelle récession ; une nouvelle « crise dans la crise » dont on n'entrevoit plus l'issue. Nous reproduisons ci-dessous un texte éclairant de l'économiste marxiste Michel Husson sur la nature et les caractéristiques principales de la crise actuelle du capitalisme. Ce texte est une introduction à un recueil d'écrits publiés en Pologne sous le titre « Kapitalizm bez znieczulenia, Ksiazka i Prasa » en 2011. (LCR-Web)

(…) Plutôt que de présenter la table des matières, dans la mesure où les titres de chapitres sont suffisamment explicites, il me semble plus utile de consacrer cette préface à la mise en lumière de quatre propositions qui sous-tendent l'ouvrage et qui définissent un pronostic d'ensemble quant à la trajectoire du capitalisme ouverte par la crise.

1. Cette crise est une crise systémique

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, mais aussi de débouchés. Cette condition a priori contradictoire peut être atteinte de deux manières. Dans le capitalisme de la période des « Trente glorieuses », des gains de productivité importants permettaient à la fois d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés – et donc d'assurer les débouchés nécessaires – et de maintenir le taux de profit à un niveau élevé. Mais cet arrangement s'est détraqué au milieu des années 1970, et le tournant néo-libéral du début des années 1980 a installé une nouvelle configuration, celle du capitalisme néo-libéral.

L'une des principales tendances, présentée dans le chapitre introductif, est la baisse tendancielle de la part des salaires dans le revenu national. Cette tendance pose un problème dit de réalisation : la production se fait avec un taux de profit plus élevé, mais qui va l'acheter si la consommation des salariés progresse faiblement ? La réponse apportée par le capitalisme néo-libéral est double : les débouchés complémentaires sont assurés par la consommation des rentiers, bénéficiaires de revenus financiers croissants, et par le surendettement des ménages, qui, dans le cas des Etats-Unis, se traduit par une forme de croissance à crédit.

La crise actuelle est née dans le secteur financier, en raison de l'impossibilité de poursuivre indéfiniment cette fuite en avant, mais cela ne veut pas dire qu'il s'agisse d'une crise exclusivement financière. C'est aussi l'entrée en crise de la cohérence instable du capitalisme néo-libéral. Mais c'est aussi une crise systémique qui met en cause les mécanismes essentiels du capitalisme. Il ne lui suffit pas en effet de se créer des débouchés. Une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés: ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

On assiste au contraire à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Cette modification structurelle de la demande sociale est l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité - en tant qu'indicateur de profits anticipés - a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. L'un des traits frappants du capitalisme néo-libéral est en effet l'écart croissant entre le rétablissement du taux de profit et la stagnation du taux d'accumulation (...).

La contradiction fondamentale oppose ainsi la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance et de satisfaction de ces besoins. Mais cela veut dire aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée.

Les possibilités de remodelage technologique, social et géographique susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, l'« Age d'or » a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

2. Les mesures adoptées ne définissent pas une issue à la crise

Les gouvernements ont pris les mesures nécessaires pour éviter l'effondrement total du système bancaire. Ce sauvetage a sans doute évité une catastrophe encore plus grande. Mais ces injections d'argent public auraient pu être l'occasion d'imposer aux banques des règles plus contraignantes de fonctionnement. Les discours sur la nécessaire régulation, sur la lutte contre les paradis fiscaux, etc. ne sont donc qu'une opération de diversion. Le plus probable est que les liquidités déversées aujourd'hui viendront nourrir de prochaines bulles, ce qu'elles ont d'ailleurs commencé à faire.

L'intervention publique constitue cependant un aveu qui remet en cause l'un des fondements du néolibéralisme, à savoir l'optimalité de la finance privée. Mais cette intervention qui revient à socialiser les pertes ne suffit pas à enclencher la transition vers un nouveau régime. L'ancien reposait sur la baisse de la part des salaires compensée par le surendettement à laquelle s'ajoutait, dans le cas des Etats-Unis, le financement de la croissance par le reste du monde.

Les deux piliers de ce modèle sont aujourd'hui remis en cause: l'endettement intérieur ne peut plus soutenir la demande, de telle sorte que la récession est devenue une crise classique de surproduction et de réalisation. Et le financement du déficit des Etats-Unis est devenu incertain, d'autant plus que les excédents des pays émergents vont tendre à se réduire.

Les politiques de relance sont tronquées dans la mesure où elles ne peuvent conduire à un rétablissement d'une répartition plus équitable entre salaires et profits. Or, cela aurait été la condition essentielle de la mise en place, ou plutôt d'un retour à un modèle de type keynésien-fordiste. La relance budgétaire n'aura d'ailleurs pas duré longtemps : la crise des dettes souveraines a précipité le tournant vers des politiques d'austérité d'une grande brutalité. On voit se dessiner le projet capitalise de sortie de crise : revenir au plus vite au business as usual en faisant payer à la majorité de la population (salariés, chômeurs, retraités) la facture d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Malgré la mondialisation productive, les contradictions interétatiques vont prendre une acuité nouvelle, chaque Etat cherchant à reporter sur les autres la charge de la crise. Les Etats-Unis vont chercher à imposer une nouvelle baisse du dollar, nécessaire au rééquilibrage de leur déficit commercial. En Europe, chaque pays se positionne de manière très différente par rapport à la crise, en fonction du poids relatif de la finance, de l'immobilier et de l'automobile, et de leur mode d'insertion dans le marché mondial. Une véritable politique économique coordonnée est donc hors d'atteinte, d'autant plus que l'Union européenne s'est volontairement privée des institutions qui permettraient de la mener, et notamment d'un budget fédéral suffisant

3. L'impossible néo-fordisme

On pourrait imaginer le retour à un « néo-fordisme » caractérisé par une répartition capital-travail stabilisée à un niveau plus favorable aux salariés, grâce à ce que Keynes appelait l'« euthanasie du rentier ». L'économie serait recentrée sur la demande intérieure, l'intensité du commerce mondial serait réduite, et l'investissement public et les dépenses sociales joueraient à nouveau un rôle moteur.

Mais un tel modèle supposerait de revenir sur les inégalités sociales associées au capitalisme néo-libéral et supposerait un affrontement avec les couches sociales bénéficiaires de ces inégalités. Les classes dirigeantes ne sont pas disposées à une telle auto-réforme et les courants politiques sociaux-libéraux ne sont pas prêts à assumer le degré de conflictualité qui serait nécessaire pour instaurer un tel régime d'accumulation.

4. Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul

Le paradoxe de la mondialisation pourrait au fond s'énoncer ainsi: plus le capitalisme réussit à modeler l'économie mondiale à sa convenance, plus ses contradictions se durcissent. C'est pourquoi le capitalisme mondial s'est installé dans une situation de « déséquilibre instable » qui contient de nombreux éléments de rupture. Le scénario d'un atterrissage brutal de l'économie des Etats-Unis est lourd d'une nouvelle récession mondiale où l'entrelacement des capitaux et des marchés, les déséquilibres propres à la finance pourraient de nouveau étendre le marasme à l'ensemble de la planète.

Toutes ces contradictions s'inscrivent dans le « grand basculement » du monde : les vieux pays capitalistes (Etats-Unis, Europe, Japon) semblent condamnés à une croissance lente, tandis que les pays émergents sont en pleine expansion, à la mode du capitalisme anglais du XIXème siècle. On peut même soutenir qu'en l'absence du dynamisme des pays émergents, il n'y aurait sans doute pas eu de reprise. Cette tendance très profonde devrait conduire à une nouvelle perspective, insuffisamment présente dans cet ouvrage, mais elle n'offre pas en elle-même d'issue à la crise des capitalismes dominants.

Notre critique du capitalisme n'est pas pour autant fondée sur une forme de catastrophisme, en ce sens qu'elle ne dépend pas de l'imminence d'une crise « finale ». Cette critique ne repose

pas sur des pronostics (ni sur l'évolution à la hausse ou à la baisse du taux de profit, voir le chapitre 8) mais sur la réalité actuelle du capitalisme qui se caractérise par un refus de satisfaire les besoins sociaux de l'humanité : cela suffit à notre plaisir, pourrait-on dire. La critique du capitalisme contemporain ne consiste donc pas à attendre la crise qui ferait s'effondrer le capitalisme comme un fruit mûr, mais à analyser l'évolution de ce système et à imaginer les moyens d'en sortir. La question fondamentale est au fond de savoir si l'instabilité actuelle va se dénouer selon l'axe des conflits inter-capitalistes ou celui des affrontements sociaux.

La crise a d'ores et déjà profondément atteint la légitimité de ce pur capitalisme et de ses préceptes idéologiques. Les succès qu'il enregistre sont directement proportionnels aux régressions sociales qu'il parvient à imposer, sans compensation ni contrepartie. Même si les rapports de force restent en sa faveur, une chose au moins devrait être claire: les projets visant à réguler, discipliner ou humaniser un tel système relèvent dans le contexte actuel d'une pure utopie, au mauvais sens du terme. La seule attitude cohérente aujourd'hui est au contraire d'opposer à ce « capitalisme sans anesthésie » un « pur anticapitalisme » proportionné aux menaces qu'il fait peser sur le bien-être de l'humanité.

Publié sur le site http://hussonet.free.fr

A consulter, deux articles détaillés de Michel Husson sur les nouvelles phases de la crise du capitalisme :

- **« Une crise sans fond »**
- **« La nouvelle phase de la crise »**